



République de Côte d'Ivoire

Union – Discipline – Travail

.....

*Cabinet du Premier Ministre,
Chef du Gouvernement
Ministre du Budget et du Portefeuille de l'État,*

.....

**COMMUNICATION EN CONSEIL DES MINISTRES SUR LA MISE EN ŒUVRE DU
PROGRAMME SOCIAL DU GOUVERNEMENT AU 30 SEPTEMBRE 2019**

La présente communication vise à informer le Conseil des Ministres sur la mise en œuvre du Programme Social du Gouvernement (PSGouv) à fin septembre 2019, conformément au principe d'une revue trimestrielle des activités.

Elle s'articule autour des points ci-après :

- Etat d'avancement des projets phares du PSGouv ;
- Situation d'exécution budgétaire du PSGouv ;
- Points d'attention et perspectives.

1. Etat d'avancement des projets phares du PSGouv

1-1 Volet éducation

Le volet « éducation » du PSGouv comprend deux projets majeurs, à savoir :

- le recrutement de 10 300 enseignants du préscolaire, du primaire et du secondaire ;
- l'acquisition et la distribution de 250 000 tables-bancs en 2019.

Pour ce qui concerne le recrutement des enseignants, la formation des 5 300 enseignants du primaire a pris fin le 18 octobre 2019. Quant à celle des enseignants du secondaire (au nombre de 5 000), elle a été dispensée à hauteur de 75% (45 jours sur les 60 jours prévus). Les congés de Noël permettront de finaliser ce processus pour les enseignants du secondaire. Les affectations des 10 300 enseignants ont débuté à la mi-octobre 2019.

Concernant l'acquisition des tables-bancs, le PSGouv prévoit la mise à disposition du système éducatif de 250 000 unités en 2019. L'état d'avancement du processus se caractérise comme suit à fin septembre 2019 :

- sur la commande de 140 000 tables-bancs, 36 000 tables-bancs additionnels sont disponibles portant ainsi à 76 000, la quantité disponible en prenant en compte la livraison initiale de 40 000 tables-bancs. La distribution de ces 36 000 tables-bancs est en cours selon une clé de répartition arrêtée par le Ministère l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle. Les 64 000 tables-bancs restants seront disponibles avant fin 2019.
- Pour les 110 000 tables-bancs restants, les commandes ont été passées auprès de 14 PME locales et la totalité est disponible. A fin septembre, 28 000 tables-bancs ont été distribués (soit 25% du stock) et la distribution devrait prendre fin au 30 novembre 2019.

Au plan financier, sur les dotations budgétaires d'un montant de 14,1 milliards de FCFA au titre du volet « éducation », les engagements s'établissent à fin septembre à 13,3 milliards de FCFA, comprenant 7,5 milliards de FCFA pour l'acquisition des tables-bancs et 5,8 milliards de FCFA pour le recrutement des enseignants, dont 3,6 milliards de FCFA consacrés aux pécules des enseignants pour les trois derniers mois de l'année 2019.

1-2 Accès à l'électricité

Trois principales mesures composent le volet du PSGouv visant à accélérer l'accès à l'électricité. Ce sont **(i)** la baisse du tarif social de 20%, **(ii)** l'électrification des villages ayant plus de 500 habitants et **(iii)** la facilitation du branchement/raccordement des populations, notamment en milieu rural avec un ticket de base de 1000 FCFA, contre un montant normal de 150 000 FCFA. La différence est étalée sur 10 ans pour permettre un paiement souple et compatible avec les contraintes financières des couches défavorisées.

Au 30 septembre 2019, l'état d'exécution de ces mesures se résume comme suit :

- **Baisse du tarif social :**

A fin août 2019, la baisse du tarif social a bénéficié à 974 139 ménages contre 964 708 à fin juillet 2019, soit une hausse de 1%. En prenant en compte les changements de statut qui est dynamique, 922 284 ménages continuent de bénéficier de cette baisse à fin septembre, dont 391 432 ménages au post-paiement (42%) et 530 852 ménages au prépaiement (58%). Les ménages ayant bénéficié à la fois du PEPT (abonnement social à 1000 FCFA) et de la baisse du tarif social sont au nombre de 420 033.

En termes d'impact social, la mesure de la baisse du tarif social a permis aux bénéficiaires d'économiser en cumul à fin septembre, un montant de 2,6 milliards FCFA sur leurs dépenses d'électricité. Cette économie est en ligne avec la projection annuelle de 4,4 milliards de FCFA qui seraient indirectement transférés aux ménages grâce à cette mesure.

○ **Electrification rurale (PRONER) :**

L'objectif du Gouvernement est d'électrifier tous les villages ayant plus de 500 habitants à l'horizon 2020. Sur la base des évaluations faites, il restait à fin 2018, **1 838 localités à couvrir, dont 917 à connecter en 2019.**

A fin septembre, ce sont **397 localités** (43,3% de l'objectif annuel) qui ont été électrifiées pour une prévision de 394 localités. Pour rappel, les réalisations s'établissaient à 285 localités à fin août et 169 à fin juin.

Le processus de passation des marchés est terminé pour 1 236 localités (y compris les 397 localités connectées), contre 1 160 à fin août. Les dispositions sont en cours pour achever la passation des marchés devant permettre d'électrifier les 602 localités restantes.

Au plan budgétaire, sur la dotation de 79,8 milliards de FCFA de ressources allouées à l'électrification rurale (PRONER) en 2019, les engagements ressortent à 40,9 milliards de FCFA à fin septembre, soit un taux d'engagement de 51,3%. Les paiements reçus par les entreprises ressortent à 13,7 milliards de FCFA dégageant un niveau de restes à payer de 27,2 milliards de FCFA. Ce niveau élevé de restes à payer est lié aux procédures de décaissement des bailleurs de fonds, la totalité des ressources du PRONER étant financée par les partenaires au développement.

○ **Branchements-raccordements des ménages (PEPT)**

Dans le cadre du PSGouv, l'Etat a décidé de prendre en charge les frais de souscription des ménages au programme PEPT sur la période 2019-2020, avec pour objectif de raccorder 400 000 ménages éligibles PEPT au réseau électrique national, soit l'accès à l'électricité pour une population estimée de 2,4 millions d'habitants.

Le plan de déploiement proposé pour la période 2019-2020 s'appuie sur les hypothèses suivantes :

- Les zones urbaines sont les chefs-lieux de département, y compris Abidjan et Yamoussoukro ;
- Les zones rurales sont les localités autres que les chefs-lieux de départements.

A fin septembre 2019, 121 017 branchements ont été effectués, dont 29 204 (24%) en zones rurales et 91 813 (77%) en zones urbaines. Le plan prévoit 106 044 branchements pour le dernier trimestre, en vue d'atteindre la cible de 227 061 branchements PEPT en cumul à fin 2019.

L'évolution du nombre de bénéficiaires des branchements PEPT de janvier à septembre 2019 se présente comme suit :

PEPT 2019	Réalizations									Prévisions		
	JAN	FÉV	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUIL	AOÛT	SEPT	OCT	NOV	DÉC
Prévus	1 195	11 486	20 101	22 300	14 500	11 900	14 000	19 500	30 000	30 000	30 000	27 469
Réalisés	1 195	11 486	20 101	22 303	20 571	16 901	14 362	2 673	11 425			
Cumul	1 195	12 681	32 782	55 085	75 656	92 557	106 919	109 592	121 017	169 592	199 592	227 061

Source : MPEER

En termes d'exécution financière, 16,1 milliards de FCFA ont été engagés à fin septembre sur 34,9 milliards de FCFA de dotations disponibles, soit 46,1% de taux d'exécution. La totalité du montant engagé a été payée.

1-3 Programme de Latrinitation

L'objectif du projet d'installation de latrines est d'améliorer les conditions de vie des élèves en milieu scolaire et d'accroître substantiellement le ratio d'écoles disposant de latrines. Il vise également à sensibiliser les villageois sur la nécessité de maintenir leur cadre de vie sain, à travers un programme d'appui à l'installation de latrines.

A fin septembre, les travaux d'affinement et d'évaluation conduits sur le terrain ont permis d'ajuster les objectifs. Ainsi, les ressources dégagées pour 2019, d'un montant de 2,7 milliards de FCFA permettront de construire 1 494 latrines dans 249 villages couvrant 8 régions, contre une prévision initiale de 1 800 latrines pour 300 villages.

Le processus de passation de marchés a été finalisé pour l'ensemble des 1 494 latrines avec une combinaison de consultations directes et d'appels d'offres restreints. Les marchés de gré à gré portent sur 96 latrines, soit 6,4% du total et les procédures concurrentielles (appels d'offres restreints) concernent 1 398 latrines (93,6%).

Les marchés de gré à gré ont un taux d'exécution moyen de 56%, avec 42 latrines ayant un taux d'exécution supérieur à 80% et 30 latrines ayant un taux d'exécution inférieur à 50%. Pour ce qui concerne les appels d'offres restreints, les acteurs sont en phase opérationnelle pour la construction des 1 398 latrines. Sur l'ensemble des 1494 latrines à construire, une seule défaillance est enregistrée, avec un désistement portant sur 12 latrines pour lesquelles une réattribution de marchés est en cours.

La répartition des latrines se présente comme suit :

REGIONS	AGNEBY TIASSA	GONTOUGO	TONKPI	PORO	HAUT SASSANDRA	MARAHOUÉ	KABADOUGOU	CAVALLY	Total
Nombre de latrines (gré à gré)	12	12	12	12	12	12	12	12	96
Nombre de latrines (appel d'offre restreint)	72	156	300	144	324	156	90	156	1 398
Total	84	168	312	156	336	168	102	168	1 494

Source : Ministère en charge de l'Assainissement

Conformément au chronogramme des activités, la construction de l'ensemble de ces latrines devrait être terminée au plus tard à fin novembre 2019.

Pour ce qui est de la sensibilisation des villageois sur la nécessité de construire des latrines, 23 motos ont été acquises pour permettre aux 22 ONG retenues et formées, de conduire les missions de sensibilisation dans les villages. L'objectif est de faire comprendre aux parents d'élèves (populations vivant dans les villages ayant bénéficié des latrines scolaires), l'importance d'éviter la défécation à l'air libre, afin de permettre aux élèves d'avoir des conditions similaires aussi bien à l'école que dans leur milieu de vie social. Cette sensibilisation devrait se traduire par la construction de latrines villageoises sur initiative des populations avec un accompagnement symbolique de l'Etat. A cet effet, sur le budget de 2,7 milliards de FCFA disponible, un montant total de 300 millions de FCFA a été dégagé pour couvrir les dépenses liées à ce soutien.

Du point de vue de l'exécution financière, un montant de 1,6 milliard de FCFA a été engagé à fin septembre 2019, soit un taux d'engagement de 59,6%.

1-4 Construction de logements sociaux

L'accélération du Programme de construction de logements sociaux en 2019 concerne principalement les sites de Bingerville et de Yopougon (Cité Ado).

L'objectif visé à fin 2019 est de finaliser l'ensemble des travaux de VRD primaires sur les deux sites (Cité ADO et Bingerville) et rendre habitables :

- 512 appartements déjà implantés à la Cité ADO ;
- 870 logements implantés sur le site de Bingerville.

Au 30 septembre 2019, l'état d'exécution des travaux se résume comme suit :

- **CITE ADO (Yopougon)**

- **Adduction en eau potable** : les travaux sont réalisés à 100%. Le réseau a été rincé et désinfecté et il a été procédé au branchement effectif des riverains au réseau SODECI (160 compteurs posés). Le branchement des autres riverains dépend de ces derniers qui doivent acquérir préalablement des compteurs d'eau. Toutefois, ils continuent d'utiliser l'eau du forage installé pour la réalisation des travaux de construction à l'ouverture du chantier.
- **Infrastructures d'assainissement et de drainage d'eaux pluviales** : Les infrastructures de base d'assainissement sont réalisées à 100% (réseaux d'eaux usées/pluviales, fosses). Le curage des caniveaux de la cité a été réalisé à 95%.
- **Amenée et distribution d'électricité** : Les trois postes transformateurs à construire et à équiper sont achevés et mis en service. Les logements de la cité sont raccordés au réseau électrique.
- **Construction et équipement de la station d'épuration (STEP) de la Cité ADO** : Les travaux d'installation de chantiers sont réalisés et les équipements sont en cours de fabrication. Les travaux se poursuivent pour la finalisation du volet génie civil (local technique et clôture) de même que la fourniture et la pose des équipements de la STEP. La finalisation de la STEP n'est pas une condition à la satisfaction des exigences d'habitabilité, mais une nécessité pour le futur.
- **Réhabilitation des appartements de la cité et de la clôture** : La clôture de la cité est achevée à 90%. Concernant les travaux de rafraîchissement, ceux-ci ont connu des difficultés liées à l'opérateur. A fin septembre, 90 logements sont habitables (accès à l'électricité et à l'eau potable, évacuation et traitement des eaux usées) et 450 appartements ne satisfont pas les conditions d'habitabilité. Le volet rafraîchissement reste celui faisant peser le plus gros risque sur la finalisation de la cité ADO pour créer les conditions d'habitabilité exigées par Monsieur le Premier Ministre.

- **Bingerville**

- **Adduction en eau potable** : Les travaux déjà réalisés ont permis le raccordement des premiers acquéreurs en eau potable. Les installations existantes permettent de satisfaire les besoins des riverains actuels de la cité.
- **Infrastructures d'assainissement et de drainage** : Les infrastructures d'assainissement ont été réalisées à 100%. Des fosses septiques provisoires avaient été réalisées par les promoteurs pour les riverains.
- **Amenée et distribution d'électricité** : Quatre postes transformateurs sont construits, équipés et mis en service. Les riverains de la cité ont accès au réseau électrique.
- **Construction et équipement de la station d'épuration (STEP) de la Cité Bingerville** : Les travaux d'installation de chantiers sont réalisés et les équipements sont en cours de fabrication. Les travaux de génie civil se poursuivent (local technique et clôture).
- **Construction des logements de la cité** : 468 logements sont achevés et ont accès à l'électricité et à l'eau potable. L'évacuation et le traitement des eaux usées sont également effectués.

En somme les conditions d'habitabilité sont désormais réunies dans la cité de Bingerville. Les travaux résiduels en cours visent à accroître les capacités des infrastructures existantes. A Yopougon, à l'exception des difficultés enregistrées au niveau de l'entreprise en charge du rafraîchissement des bâtiments, tous les autres volets se déroulent normalement. Toutefois, les difficultés de cette entreprise, pour laquelle le constat d'incapacité de finalisation des travaux dans les délais requis a été fait par le Ministère, ont entraîné des retards dans la consommation des ressources budgétaires. Les dispositions en cours visent à faire des réattributions à plusieurs PME locales, afin de terminer les travaux au plus tard fin décembre 2019 comme demandé dans le cadre du PSGouv. Cette option a été entérinée par le Comité de Pilotage, mais il faudra, au regard des contraintes de la clôture budgétaire, prendre les

dispositions budgétaires pour sauvegarder les crédits, afin de garantir le paiement de ces entreprises à fin décembre ou début janvier 2020.

Au plan financier, les dotations budgétaires inscrites au budget 2019, d'un montant de 10 milliards de FCFA, sont consacrées exclusivement à la finalisation de ces deux chantiers. A fin septembre, le taux d'exécution budgétaire est de 14,5% et s'explique par la défaillance mentionnée ci-dessus. Ce taux devrait s'améliorer au dernier trimestre du fait de l'accélération des travaux (réception et traitement de plusieurs décomptes) sur l'ensemble des sites. Par ailleurs, les décomptes en instance sur « la nouvelle ville de Songon », d'un montant de 3,1 milliards de FCFA, seront payés dans le courant du mois d'octobre grâce à une facilité en cours de finalisation en liaison avec le Ministère de l'Economie et des Finances et le Ministère auprès du Premier Ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat, en vue de la reprise de ce chantier qui constitue la priorité pour l'année 2020.

1-5 Couverture Maladie Universelle

La Couverture Maladie Universelle (CMU) est entrée dans sa phase active avec le début des prélèvements en juillet 2019 et celui des prestations le 1^{er} octobre 2019 avec 2 979 469 bénéficiaires potentiels. Ce nombre comprend 1 565 139 personnes bénéficiant antérieurement d'une couverture maladie et **1 414 330 personnes n'ayant antérieurement aucune couverture maladie.**

Le tableau ci-après donne la répartition des différentes composantes des populations pouvant bénéficier des prestations de la CMU au moment du démarrage le 1^{er} octobre 2019.

Populations	Effectif total	Bénéficiaire déjà d'une autre assurance maladie	Ne bénéficiant pas d'une assurance maladie autre que la CMU
Fonctionnaires, Agents de l'Etat et Ayants droit	879 256	879 256	0
Salariés du privé et assimilés et Ayants droit	950 120	680 140	269 980
Retraités et rentiers du privé et Ayants droit	166 947	5 743	161 204
Etudiants enrôlés	122 547	0	122 547
Travailleurs du Secteur informel enrôlés	570 077	0	570 077
Indigents identifiés	290 522	0	290 522
TOTAL	2 979 469	1 565 139	1 414 330

Source : CNAM

Le point des prélèvements se résume comme suit:

- 2 627 714 000 FCFA ont été recouverts par les Organismes de gestion délégués (OGD) du secteur public, correspondant à 100% des cotisations attendues ;
- 490 670 000 FCFA ont été recouverts par la CNPS pour le compte des retraités et leurs ayants droit, correspondant également à 100% des cotisations attendues pour cette population ;
- 326 676 000 FCFA ont été recouverts par la CNPS au titre des salariés et leurs ayants droit sur un montant attendu de 2 630 910 000 FCFA, soit un taux de recouvrement de 12%.

Les dispositions particulières prises pour le démarrage de la CMU permettent à toutes les personnes prélevées de bénéficier des prestations de la CMU, même si elles ne sont pas encore détentrices de la carte, notamment les fonctionnaires et agents de l'Etat de même que leurs ayants droit couverts par la MUGEFCl.

Ainsi, la CMU couvre au démarrage 12% de la population totale (pour une estimation de 25 millions d'habitants) contre un taux de couverture variant en 2% et 10% dans plusieurs pays en Afrique.

Les travaux d'identification se poursuivent afin que les 2 979 469 personnes prises en compte dans le cadre de la CMU soient formellement enrôlées et disposent d'une carte. A fin septembre 2019, 1 958 185 personnes ont été effectivement enrôlées et 1 232 192 cartes produites, avec une distribution effective de 658 137 cartes. L'objectif est de faire en sorte que toutes les personnes qui sont prélevées (déjà éligibles aux prestations) puissent disposer d'une carte CMU.

En ce qui concerne la disponibilité de l'offre de soins, sur le nombre total 725 établissements de premiers contacts (ESPC), les outils (référentiels, feuilles de soins, parcours de soins, etc.) ont été déployés dans 664 établissements sanitaires. Le processus s'achèvera à la fin du mois d'octobre 2019. Sur ces 725 ESPC, un total de 301 nécessitait des travaux de mise à niveau, bien que tous soient en état de fonctionner. Dans ce cadre, sur le premier lot de 86 ESPC pour lesquels les travaux ont été lancés, ils sont achevés pour 77 ESPC et l'équipement est en cours. Les équipements de ces ESPC réhabilités sont disponibles à 90% et ont été déployés à hauteur de 21% à fin septembre 2019.

Sur les 215 autres restants (sur les 301 ESPC à réhabiliter), 21 ESPC seront réhabilités dans le cadre du « programme santé » et le dernier lot (194 ESPC) devrait voir les travaux de réhabilitation lancés avec la résolution des problèmes d'ordre budgétaire dans le contexte du respect des objectifs de solde.

En outre, dans le cadre du démarrage des prestations, 1 800 agents d'accueil ont été sélectionnés, en vue d'être formés et déployés dans les centres de santé, dans le cadre d'une collaboration entre l'Agence Emploi Jeunes et les Ministères impliqués dans la mise en œuvre de la CMU. A fin septembre, 1 388 agents d'accueil ont été déployés après leur formation.

Les diligences entreprises pour le démarrage de la CMU ont permis également de mettre à la disposition de 6 000 prestataires de soins, leur code CMU permettant la prise en charge médicale des assurés CMU.

Les tarifs des actes et des médicaments du panier de soins de la CMU ont fait l'objet d'arrêtés interministériels. Une large diffusion de ces tarifs auprès de l'ensemble des 2 400 établissements sanitaires est en cours.

Concernant l'accessibilité aux médicaments, sur la dotation budgétaire initiale de 15 milliards de FCFA mise en place, 3,8 milliards de FCFA ont été affectés à la prise en charge de la période de carence et de la part Etat de cotisation pour le compte des fonctionnaires et leurs ayants droit (50%). Ce réaménagement n'affectera pas l'accessibilité des médicaments qui ont été rendus disponibles avant le démarrage effectif des prestations le 1^{er} octobre 2019. Ainsi, la totalité des 303 pharmacies publiques et 681 privées (71% des 957 pharmacies privées) a été approvisionnée en médicaments CMU.

Toutefois, les 3,8 milliards de FCFA ponctionnés en 2019 pour tenir compte des contraintes budgétaires devront être transférés à la NPSP en 2020, pour ne pas mettre à mal le dispositif visant à garantir la disponibilité des médicaments.

Du point de vue de l'exécution budgétaire, sur la dotation restante de 11,1 milliards de FCFA, la NPSP a reçu des paiements d'un montant de 9,3 milliards de FCFA, dont une avance de trésorerie de 5 milliards de FCFA à régulariser sur la ligne budgétaire existante. Le solde des crédits pour les médicaments d'un montant de 1,8 milliard de FCFA sera payé à la NPSP avant le 31 janvier 2020.

1-6 Programme Elargi de Vaccination (PEV)

A fin septembre 2019, le Programme Elargi de Vaccination (PEV) a acquis grâce à GAVI 311 réfrigérateurs. Il a également acheté 100 motos pour renforcer la capacité opérationnelle du projet et le dépôt central des vaccins et consommables de Bouaké est devenu fonctionnel.

Au titre de la vaccination à fin septembre, les principaux acquis se résument comme suit :

- **617 922 enfants** de 0 à 11 mois ont été vaccinés dans le cadre de la couverture vaccinale au titre de la 3^{ème} dose du vaccin pentavalent (Penta3), avec un taux de couverture vaccinale de 92% ;
- **628 287 enfants** ont été vaccinés dans le cadre de la couverture vaccinale contre la rougeole, avec un taux de couverture vaccinale de 92%.

Dans le but d'améliorer la capacité opérationnelle du PEV et son efficacité d'ensemble, trois (3) actions majeures ont été menées :

- Le Gouvernement a adopté en Conseil des Ministres, un décret rendant obligatoire la vaccination, ce qui devrait contribuer à améliorer le taux de couverture vaccinale ;
- L'accès aux médias publics pour la diffusion de produits médias sur le PEV a été rendu gratuit ;
- Le PEV a procédé au renforcement de capacités de 4 200 agents vaccinateurs dans les districts sanitaires à l'effet de renforcer leurs aptitudes et parvenir à améliorer à la fois la qualité de leurs prestations et leurs performances dans l'optique de l'amélioration globale de l'offre de services de vaccination.

Pour la mise en œuvre des actions visant à atteindre les cibles à vacciner, le PEV bénéficie d'un financement total de 32,6 milliards de FCFA en 2019, dont 12,9 milliards de FCFA au titre de l'Etat et 19,7 milliards de FCFA de contributions des partenaires. A fin septembre, un montant de 6,8 milliards de FCFA a été exécuté sur la part Etat, soit un taux d'exécution de 52,7%. Le taux d'exécution globale ressort à 20,9% du fait de la non disponibilité d'information sur le niveau d'exécution de la part bailleurs, qui est prise en compte à la fin de l'année.

1-7 Gratuité ciblée

Le programme de gratuité ciblée vise à offrir les services notamment pour les consultations prénatales, les accouchements et leurs complications, les consultations pour les enfants de 0 à 5 ans et la prise en charge du paludisme grave.

De janvier à août 2019, il a été procédé à 9 302 414 consultations dans les établissements publics, ce qui montre que la réorganisation de la gratuité autour de la mère et de l'enfant incite davantage les populations à fréquenter les hôpitaux. De même, de janvier à septembre 2019, le nombre de consultations prénatales s'établit à 838 626.

Les principaux résultats enregistrés se résument comme suit en ce qui concerne les accouchements, les césariennes et le paludisme :

- Accouchement

- le nombre d'accouchements enregistrés dans les services sanitaires à fin août 2019 ressort à **462 312** ;
- **331 575 kits d'accouchement** ont été mis à la disposition des établissements sanitaires à fin septembre 2019 contre **290 300 kits d'accouchement** à fin août 2019. Ces kits, combinés avec les stocks antérieurs en cours d'évaluation, permettent de prendre en charge le nombre total d'accouchements.

- Césarienne

- le nombre de cas de césariennes pris en charge pour la période de janvier à août 2019 s'établit **20 158** (sur 462 312 accouchements) contre 15 314 à fin juin 2019 ;
- **65 592 divers produits**, dont 24 835 kits de césarienne ont été mis à la disposition des patients à fin septembre 2019.

- Paludisme

- 123 552 cas de paludisme grave ont été diagnostiqués en consultation curative, comprenant 44 161 enfants de 0 à 5 ans ;
- pour la prise en charge du paludisme grave, ce sont 717 513 divers produits qui ont été distribués gratuitement dans les établissements sanitaires à fin septembre.

En termes d'exécution budgétaire, sur une dotation de 18 milliards de FCFA, 15,5 milliards de FCFA ont été engagés à fin septembre, soit un taux d'engagement 86,1% contre 66,4% à fin août 2019.

1-8 Entretien routier

Le programme d'entretien des routes dans le cadre du PSGouv vise à reprofiler 120 000 km de routes en terre et de pistes rurales de 2019 à 2020. Ces travaux comportent deux volets dont le premier porte sur 40 000 km en 2019, répartis en deux tranches, à savoir une tranche de 24 000 Km et une tranche de 16 232 km.

Pour ce qui concerne la première tranche, à fin septembre 2019, 17 464 km de linéaires ont été traités. Ces linéaires correspondent à 917 itinéraires achevés.

Par ailleurs, l'état d'exécution financière à fin septembre 2019 se résume comme suit :

- Concernant les entreprises et groupements en charge des travaux, un montant de 20 836 257 211 FCFA a été payé sur une valeur cumulée de décomptes de 22 595 200 063 FCFA reçus par le Fonds d'Entretien Routier (FER), soit un taux de paiement de 92% ;

- Concernant les missions de contrôle, un montant de 802 166 238 FCFA a été payé sur une valeur de 1 078 837 136 FCFA de décomptes déposés au FER, soit un taux de paiement de 74% ;
- En somme, les restes à payer à fin septembre se chiffrent à 2 035 613 750 FCFA, dont 1 758 942 852 FCFA pour les structures en charge des travaux et 276 670 898 FCFA au titre des missions de contrôle.

S'agissant de la seconde tranche, le processus de passation des marchés se poursuit, en vue de déterminer les attributaires et démarrer la phase opérationnelle. Le retard enregistré dans ce volet découle du nombre important de soumissionnaires, le Ministère ayant privilégié les PME pour l'exécution des travaux routiers du PSGouv.

1-9 Programme des filets sociaux

Le programme des filets sociaux est passé de 35 000 ménages en 2018 à 50 000 au premier trimestre 2019. Il est envisagé de prendre en compte 55 000 ménages supplémentaires en milieu rural et 20 000 ménages en milieu périurbain, au titre d'un financement additionnel de la Banque Mondiale, en vue de porter le nombre total à 125 000 ménages. La contrepartie de l'Etat disponible est de 917 240 807 FCFA.

A fin septembre 2019, les principaux résultats enregistrés sont les suivants :

- l'accord de financement additionnel a été signé le 25 juillet 2019 pour un montant de 89,1 millions d'euros (soit 58,5 milliards de FCFA) et sa mise en vigueur est prévue à partir du 30 d'octobre ;
- le paiement de l'allocation du 3^{ème} trimestre a été effectué aux 50 000 bénéficiaires actuels ;
- le processus d'identification de 50 000 nouveaux ménages bénéficiaires du milieu rural est en cours. A cet effet, 609 villages ont été sélectionnés de façon aléatoire dans les 21 régions bénéficiaires de la phase d'extension du projet. L'enquête d'approfondissement dite « enquête PMT » a été lancée en octobre 2019 pour arrêter la liste des ménages éligibles en vue de la soumettre à la validation communautaire, conformément à la procédure arrêtée avec la Banque Mondiale. Le dispositif réglementaire a été renforcé avec l'adoption du décret sur le Registre Social Unique (RSU) le 18 septembre 2019.

Au plan budgétaire, sur une dotation de 9,99 milliards de FCFA, 6,8 milliards de FCFA ont été engagés et payés à fin septembre, soit un taux d'exécution de 67,8%.

La mobilisation du financement additionnel de la BAD d'un montant de 14 milliards de FCFA dans le cadre de l'appui budgétaire de cette Institution en 2019 devrait permettre de prendre en compte 25 000 bénéficiaires supplémentaires au premier semestre 2020, **portant ainsi le nombre total de bénéficiaires à 150 000.**

1-10 Emploi des Jeunes

La question de l'emploi des jeunes constitue un axe majeur de l'action gouvernementale. Les projets déployés dans ce cadre au titre du PSGouv prennent en compte la promotion de l'entrepreneuriat, le développement des compétences, le renforcement de l'accès aux stages et les travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre (THIMO).

A fin septembre 2019, l'état d'exécution physique de ces projets se décline comme suit :

- **En matière d'entrepreneuriat**
 - 5 600 jeunes ont bénéficié de formation pour la création d'Activités Génératrices de Revenus (AGR) ou de Micro et Petites Entreprises (MPE). Parmi eux, 1 760 ont bénéficié de financement ;
 - En prenant en compte l'ensemble des initiatives en matière d'entrepreneuriat, 23 582 jeunes (y compris les 1 760 jeunes susmentionnés) ont bénéficié de financement, après formation, profilage et/ou étude de dossiers, dont 1 500 jeunes au titre du PEJEDEC pour la création d'activités génératrices de revenus (PEJEDEC), 260 jeunes au titre du PEJEDEC pour la création et la gestion de MPE, 2 322 jeunes au titre de l'Agence Emploi Jeunes (AEJ) pour la création et la gestion de MPE et 19 500 jeunes dans le cadre de l'initiative « Agir pour les Jeunes » ;

- 162 112 opportunités d’insertion ont été identifiées pour accompagner les jeunes dans le cadre de l’insertion à travers la création et la gestion de MPE (44 130 jeunes) ou d’opportunités dans le cadre d’AGR (117 982 jeunes).
- **S’agissant du développement des compétences**
 - 1 026 jeunes ont été placés en apprentissage en milieu rural dans le cadre du PEJEDEC ;
 - 1 178 jeunes ont été formés pour avoir des qualifications complémentaires ;
 - 800 jeunes ont bénéficié de permis de conduire ;
 - Des formations sont en cours pour 329 jeunes en apprentissage et 499 jeunes pour acquérir des qualifications complémentaires.
- **Pour ce qui est de la mise en stage**
 - 30 750 opportunités de stage pour les jeunes ont été identifiées en liaison avec les différents partenaires du Ministère en charge de l’Emploi des Jeunes ;
 - 9 413 jeunes ont été placés en stage, dont 1 342 jeunes dans le cadre de stages de qualification (PEJEDEC), 3 665 jeunes au titre du Programme d’Aide à l’Embauche et 4 406 jeunes dans le cadre du Programme National de Stage Jeunes ;
- **En matière de Travaux à Haute Intensité de Main d’œuvre (THIMO)**
 - 44 909 opportunités d’insertion ont été identifiées au titre de THIMO en liaison avec différents partenaires par l’AEJ ;
 - 6 550 jeunes ont été insérés dans les THIMO, dont 3 000 en liaison avec les Conseils Régionaux (PEJEDEC), 1 300 avec les Communes (PEJEDEC) et 1 500 dans le cadre de la Plateforme de Services Côte d’Ivoire en liaison avec la BCPE et 750 jeunes au titre des THIMO mis en œuvre par l’AEJ.

Au plan budgétaire, sur des dotations disponibles en 2019 de 55,99 milliards de FCFA, 29 milliards de FCFA ont été exécutés à fin septembre, soit un taux d’exécution de 51,6%. Toutefois, le taux d’exécution des ressources propres ressort à 47,1% et celui des financements extérieurs à 60,3%.

1-11 Autonomisation des jeunes et des femmes

Le PSGouv intègre un volet particulier sur la sensibilisation des jeunes filles et l’appui à l’autonomisation des jeunes et des femmes dans le cadre du projet SWEED.

Les principaux résultats attendus à fin 2019 dans le cadre du programme SWEED sont les suivants :

- 303 912 personnes sont sensibilisées sur la santé sexuelle et la reproduction (SSR) ;
- 2 000 jeunes filles vulnérables dans 10 collèges (Korhogo et Bondoukou) ont bénéficié d’un appui alimentaire ;
- 28 000 scolarisées de la 6^{ème} à la 3^{ème} ont de bonnes notions en compétence de vie, droits humains, genre et santé sexuelle et la reproduction ;
- 22 620 jeunes filles ont participé aux activités des espaces sûrs en milieu communautaire ;
- 5 292 jeunes filles déscolarisées/non scolarisées et femmes ont bénéficié d’une activité génératrice de revenus.

A fin septembre 2019, la situation d’exécution se présente comme suit :

- **312 035 personnes ont été sensibilisées** sur la santé sexuelle et la reproduction dans les districts sanitaires d’ISSIA, VAVOUA, BOUAFLE, ZUENOULA et SINFRA. La sensibilisation a été réalisée dans le cadre de visites à domicile et de causeries de groupes. Au cours du mois de septembre, 15 627 personnes ont été sensibilisées, dont 9 242 femmes (59%) et 6 385 hommes (41%). Suite à ces séances, 153 femmes ont décidé d’adhérer aux méthodes contraceptives, dont 59 âgées de moins de 25 ans (39%) et 94 âgées de plus de 25 ans (61%).
- **2 000 jeunes filles vulnérables** dans 10 collèges (Korhogo et Bondoukou) ont bénéficié d’un appui alimentaire conformément aux prévisions, soit un taux de réalisation de 100% ;

- **18 697 filles ont été enrôlées en milieu scolaire** dans 563 groupes au titre de la sensibilisation aux bonnes notions en compétence de vie, droits humains, genre et santé sexuelle et la reproduction. Ces filles ont été réparties selon la catégorie d'âge ;
- **14 256 filles ont participé aux activités des espaces sûrs en milieu communautaire** pour un objectif de 22 620 jeunes filles à fin 2019 (soit un taux de réalisation de 63%), notamment sur les compétences à la vie et la santé sexuelle en vue de leur autonomisation. L'ouverture des espaces sûrs en milieu communautaire se poursuit progressivement avec 1 067 espaces ouverts à ce jour sur 1 131 prévus, soit un taux de réalisation de 94,3% ;
- **869 filles ont été formées en notions entrepreneuriales** dans le cadre de la mise en œuvre des activités génératrices de revenus et **289 plans d'affaires ont pu être élaborés** et soumis au Comité de sélection pour approbation. Les formations se poursuivront jusqu'à fin octobre 2019. Les travaux se poursuivent en vue de l'installation des 5 292 bénéficiaires dans les mois de novembre et décembre 2019.

Au plan budgétaire, les ressources totales disponibles pour l'année 2019 s'élèvent à 4,18 milliards de FCFA, dont 3,8 milliards de FCFA provenant de la Banque Mondiale et 378 millions de FCFA de ressources propres. Les engagements effectués à fin septembre 2019 portent exclusivement sur la part bailleur pour un montant de 1 698 650 501 FCFA, soit un taux d'exécution de 45%. Les ressources engagées ont été intégralement payées.

1-12 Renforcement du programme d'accès à l'eau potable

Le programme d'amélioration de l'accès à l'eau potable dans le cadre du PSGouv vise à garantir le fonctionnement continu d'environ 21 000 pompes à motricité humaine (PMH) sur toute l'étendue du territoire national. L'exécution de ce projet a été confiée à la SODECI, la maîtrise d'ouvrage au Ministère de l'Hydraulique (à travers la Direction de l'Alimentation en Eau Potable) et la maîtrise d'œuvre à l'Office National de l'Eau Potable (ONEP).

Plus spécifiquement, ce programme permettra d'ici fin 2020 de :

- procéder à un état des lieux des ouvrages hydrauliques en milieu rural,
- réparer ou remplacer à neuf (si nécessaire) les PMH en panne,
- assurer la maintenance de tout le parc pendant la durée du projet.

A fin septembre 2019, les principaux résultats obtenus se résument comme suit :

- l'état des lieux a été finalisé sur toute l'étendue du territoire.
Ainsi, **11 927 localités ont été visitées** sur 11 000 prévues. Il en découle que **20 276 PMH** ont été dénombrées sur les 22 352 ouvrages d'hydraulique villageoise. En conséquence, 2 076 PMH n'existent plus. Sur les 20 276 PMH identifiées, **9 084 (44,8%) sont en panne** (ne donne pas d'eau) et **6 934 (34,1%) en mauvais état**.
- 618 PMH ont été réparées pour un objectif de 2 000 à fin 2019 ;
- 5 PMH ont été remplacées pour un objectif de 1 000 à fin 2019 ;
- 509 Comités de gestion ont été redynamisés pour un objectif de 3 000 à fin 2019 ;
- 2 contrôles de qualité ont été effectués dans les points de puisage pour un objectif de 300 localités à fin 2019.

Par ailleurs, 350 nouvelles PMH ont été réceptionnées au port d'Abidjan et sont prêtes à être livrées.

Au titre de l'exécution budgétaire à fin septembre 2019, sur la dotation de 6 392 313 215 FCFA, le Trésor a liquéfié 4 292 313 215 FCFA, soit un taux d'exécution de 67%. Les paiements faits à la SODECI se chiffrent à 1,5 milliard de FCFA conformément aux factures reçues. Les dispositions financières prises par le Gouvernement permettront de faire face à l'accélération des activités de réparation des pompes au cours du dernier trimestre de l'année 2019.

2. Situation d'exécution budgétaire du PSGouv

Le Programme Social du Gouvernement a été adopté pour un coût initial de 727,5 milliards de FCFA, pour la période 2019-2020. Conformément à la décision de Son Excellence Monsieur le Président de la République d'augmenter le volume d'activités pour toucher davantage de populations, le champ du PSGouv a été étendu à de nouveaux projets dans le cadre de l'élaboration du Budget 2020. Ainsi, le budget global révisé du PSGouv s'établit à 1 003,4 milliards de FCFA.

Au 30 septembre 2019, les financements mobilisés et disponibles pour l'année budgétaire 2019 se chiffrent à 368,3 milliards de FCFA, sur la base de l'évaluation initiale des coûts et de la révision de certaines programmations en 2019. Le montant total engagé dans les différents projets s'élève à 191,5 milliards de FCFA, soit un taux d'engagement global de 52% (voir annexe 1).

3. Points d'attention et perspectives

L'ensemble des activités prévues en 2019 connaît une évolution importante sur le terrain. Les populations commencent à ressentir l'effectivité du Programme Social du Gouvernement.

Pour maintenir cette dynamique, les points d'attention pour le dernier trimestre se résument comme suit :

- le suivi de la situation d'exécution financière en s'assurant que tous les acteurs jouent leurs rôles jusqu'au paiement effectif des opérateurs économiques engagés dans le PSGouv ;
- le suivi de la qualité des ouvrages et du service rendu à la population pour éviter que des malfaçons ou des manquements n'entachent le ressenti des populations ;
- la poursuite de la communication sur les réalisations, avec un bilan annuel à prévoir pour chaque projet en janvier 2020 ;
- le démarrage de la passation de marché de 2020, dès ce dernier trimestre 2019 pour avoir plus de temps d'exécution en 2020 et des résultats importants dès le premier semestre. Ce processus devra être mené en liaison avec le Ministère auprès du Premier Ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat, afin de bien l'encadrer.

Conclusion

Les différentes composantes du PSGouv devraient enregistrer des avancées significatives au cours du dernier trimestre, les statistiques à fin septembre ayant montré une montée en puissance de l'ensemble des activités.

Les Ministères et structures impliqués devront travailler à finaliser les points annuels d'activités au plus tard le 15 décembre 2019, pour tenir compte de la nécessité de présenter le bilan annuel au 31 décembre 2019.

Le Conseil des Ministres est sollicité pour autoriser l'anticipation des activités de passation des marchés pour les projets financés prévus au budget 2020. A ce titre, il est nécessaire de procéder aux opérations de passation de marchés du Programme Social 2020 dès le dernier trimestre 2019 pour éviter que celles-ci n'induisent, comme c'est le cas dans le cycle de gestion classique du budget, des décalages de trois à quatre mois. L'ensemble des services de l'Administration devrait travailler à finaliser les opérations de passation de marchés pour le PSGouv 2020 au plus tard en janvier 2020, avec les approbations pour bénéficier d'une année de pleine exécution des différentes opérations.

Enfin, les partenaires techniques et financiers accompagnent le Gouvernement dans la mise en œuvre de ce programme qui contribue à rendre la croissance économique plus inclusive. Les ressources disponibles devraient s'accroître, avec les avancées en cours pour le décaissement de l'appui additionnel de la Banque mondiale dans le cadre des filets sociaux, des financements prévus au titre du C2D et des appuis budgétaires et multisectoriels de la Banque Africaine de Développement.

Annexe 1 : Financement et état d'exécution du PSGouv à fin septembre (en milliards de FCFA)

Dénomination des projets	Budget Ajusté PSGOUV (2019-2020)	Financement 2019	Financement 2020	Etat d'exécution à fin septembre 2019		
				Montant engagé	Taux d'engagement	Montant payé
Mesures santé	94,7	50,6	44,1	22,3	44,1%	0,0
- Programme Elargi de Vaccination (PEV)	58,7	32,6	26,1	6,8	20,9%	
- Gratuité ciblée des soins	36,0	18,0	18,0	15,5	86,1%	
CMU	59,3	26,4	32,9	19,2	72,6%	9,6
- Réhabilitation ESPC	22,7	7,5	15,2	3,2	42,7%	
- Equipement hopitaux militaires	2,4	2,4	0,0		0,0%	
- Acquisition de médicaments	15,0	11,2	3,8	11,2	100,0%	9,3
- MUGEF-CI prise en charge cotisations	8,9	3,8	5,1	3,8	100,0%	
- Soutien aux indigents	10,2	1,5	8,7	1,0	66,7%	0,3
Filets sociaux	49,8	10,0	39,8	6,7	66,8%	6,7
Mesures éducation	72,1	14,1	58,0	13,3	94,5%	0,0
- Acquisition de tables bancs	21,8	8,3	13,5	7,5	90,6%	
- Recrutement 10 300 enseignants	20,3	5,8	14,5	5,8	100,0%	
- Construction collèges de proximité C2D	12,0		12,0			
- Réhabilitation et équipement de l'INPHB	9,0		9,0			
- Construction, réhabilitation et équipement des structures de formation professionnelle /C2D	9,0		9,0			
Programme de latrinisation	6,8	2,7	4,1	1,6	59,6%	
Electrification	244,0	114,7	129,4	57,0	49,7%	29,8
- Electrification villageoise (PRONER)	184,0	79,8	104,3	40,9	51,3%	13,7
- Abonnement des ménages à 1000 FCFA (PEPT)	60,0	34,9	25,1	16,1	46,1%	16,1
Logements sociaux	62,2	10,0	52,2	1,5	14,5%	1,1
Autonomisation jeunes et femmes	152,3	60,2	92,1	30,7	51,0%	29,0
- Emplois des Jeunes	141,8	56,0	85,8	29,0	51,8%	29,0
- Autonomisation des femmes Swedd	10,5	4,2	6,3	1,7	40,6%	
Réhabilitation des pompes villageoises	16,0	6,4	9,6	6,4	100,0%	4,3
Adduction d'eau Gagnoa - Sinfra / C2D	20,0	13,0	7,0		0,0%	
Adduction en eau potable Abidjan à partir du champ captant de Saint-Viateur/ C2D	8,8	8,8		8,0	90,9%	8,0
Pistes rurales	95,0	47,0	48,0	23,7	50,4%	21,6
Projet kits agricoles	15,0		15,0			
Projet nutrition	5,0		5,0			
Développement d'infrastructures sociales sensibles au genre	37,0		37,0			
Autres nouveaux projets	65,5	4,5	61,0	1,2	26,7%	1,2
- Volet Nutrition	10,1		10,1			
- Volet Hydraulique	32,3		32,3			
- Volet Santé	5,3		5,3			
- Volet Agriculture	4,9		4,9			
- Volet Education	8,9		8,9			
- Projets d'investissements en milieu rural / doléance des élus	4,0	4,5	-0,5	1,2	26,7%	1,2
Total	1003,4	368,3	635,1	191,5	52,0%	111,3

Source : Budget/MEF/Ministères/Projets/Coordination PSGouv

Annexe 2 : Statut de la passation des marchés dans le cadre de l'électrification des localités par région

Nombre de LOCALITES	EN COURS		TERMINE	TOTAL
	DE PASSATION	DE REALISATION		
ABIDJAN	4			4
AGNEBY-TIASSA	32	11	1	44
BAFING	11	10	20	41
BAGOUE		30	33	63
BELIER		36	2	38
BERE	31	33	31	95
BOUNKANI	42		2	44
CAVALLY		31	9	40
FOLON		1		1
GBEKE	24	16	40	80
GBOKLE	35	23		58
GOH	5		2	7
GONTOUGO	33		14	47
GRANDS-PONTS	15	6	7	28
GUEMON		54	11	65
HAMBOL	1	50	38	89
HAUT-SASSANDRA	56	24	2	82
IFFOU	29	25	11	65
INDENIE-DJUABLIN		18		18
KABADOUGOU		5	7	12
LA ME	13	10		23
LOH-DJIBOUA	65	23	6	94
MARAHOUÉ	68	58	12	138
MORONOU	2	9	5	16
NAWA	49	46		95
N'ZI	17	35	12	64
PORO		57	79	136
SAN-PEDRO	54	71		125
SUD-COMOE		13		13
TCHOLOGO		27	17	44
TONKPI	4	101	21	126
WORODOUGOU	12	16	15	43
TOTAL	602	839	397	1838

Source : MPEER

Annexe 3 : Synthèse des actes de la CMU de janvier à août 2019

Period / Data	Nombre Total de consultations	Nombre de CPN	Nombre de Cas de Paludisme grave diagnostiqués en consultation curative Chez les 0-5 ans	Nombre Total de Cas de Paludisme grave diagnostiqués en consultation curative	Nombre de Césarienne	Nombre de Accouchement	dont Nombre Total d'accouchement simple (normal)	dont Nombre de Accocheement compliqués
janvier-19	1 106 827	120 642	4 419	8 293		56 388	50 514	5 874
février-19	997 065	110 795	3 248	6 379		53 129	47 375	5 754
mars-19	1 068 810	109 966	3 817	7 568		63 389	56 391	6 998
avril-19	1 091 114	104 987	4 500	8 351		64 620	57 887	6 733
mai-19	1 205 079	104 257	5 609	10 040		67 516	60 176	7 340
juin-19	1 309 552	95 741	6 745	11 722	15 314*	59 000	51 950	7 050
juillet-19	1 315 999	97 618	8 069	14 274		52 101	44 819	7 282
août-19	1 207 968	94 620	7 754	12 734		46 169	39 702	6 467
Total cumulé à fin août	9 302 414	838 626	44 161	79 361	20 158	21 158	408 814	53 498

* cumul césarienne à fin juin 2019

Source : MHSP

Annexe 4 : Nombre d'actes délivrés et quantité de produits de santé distribués

Period / Data	Consultations	Consultation Prénatale 1 et 4 (CPN 1 et 4)	Paludisme grave	Césarienne	Accouchement
Total Acte cumulé à fin août 2019 (nombre de cas)	9 302 414	838 626	123 522	20 158	462 312
Total Produits de santé cumulé à fin septembre 2019			717 513 divers produits	65 592 divers produits dont 24 835 kits de césarienne	331 575 kits d'accouchement

Source : MHSP

Annexe 5 : Modèle de fiche de suivi de la réparation/remplacement des pompes villageoises (ne représente pas la totalité des pompes réparées)

N°	REGION	DR	DEPARTEMENT	SOUS-PREFECTURE	VILLAGE	MODELE PMH	DATE REPARATION	NOM DU SIGNATAIRE	CONTACT SIGNATAIRE
1	BOUNKANI	ABENGOUROU	BOUNA	BOUNA	KOURBINI	HPV60-2000	28/09/2019	SOM SOGBE	03361328
2	GONTOUGO	ABENGOUROU	BONDOUKOU	PINDA-BOROKO	BOROKO	HPV60	28/09/2019	KRA KOUADIO TANOH	58606388
3	INDENIE-DJUABLIN	ABENGOUROU	ABENGOUROU	ZARANOU	KOUADIOKRO	HPV60-2000	21/09/2019	KOUASSI OI KOUASSI	09398970
4	AGNEBY-TIASSA	BASSE CÔTE	AGBOVILLE	AGBOVILLE	MOSSO GBE	HPV60	10/09/2019	YE MOUSSA	67961175
5	GRANDS PONTS	BASSE CÔTE	DABOU	TOUPAH	HIRA VILLAGE	ABI MN2	23/09/2019	ASSI A PIERRE	08768199
6	LAGUNES	BASSE CÔTE	ABIDJAN	ANYAMA	CPT LANZENI	ABI MN2	20/09/2019	SILUE QUATIE	08999603
7	ME	BASSE CÔTE	ALEPE	DANGUIRA	MOPODJI	HPV60-2000	18/09/2019	KOUADIO BROU JACQUES	41097898
8	SUD COMOE	BASSE CÔTE	ABOISSO	BIANOUAN	AFFOUEKRO	HPV60-2000	02/09/2019	BENIE AKA	41473099
9	GBEKE	BOUAKE	BEOUMI	BEOUMI	ASSENZE	HPV60	07/09/2019	YOBOUET YAO	08196446
10	HAMBOL	BOUAKE	KATIOLA	FRONAN	WAKAHONLAKAHA	ABI MN2	31/08/2019	CAMARA PEGABA NANGA	46939320
11	BÉRÉ	DALOA	DIANRA	DIANRA	CAMPMENT NANOUROUGO	HPV60	24/09/2019	NAMBÉ KONÉ	52 81 63 73
12	HAUT SASSANDRA	DALOA	ISSIA	BOGUÉDIA	ZUZUA	HPV60	22/09/2019	DJÉDJÉ BOUAZO	04 80 52 36 44 53 40 14
13	MARAHOUÉ	DALOA	BOUAFLÉ	BOUAFLÉ	DJIDJIBAKRO	HPV60	26/09/2019	KOUAMÉ KOUASSI HERVÉ	57 37 95 18 71 59 13 11
14	GÔH	GAGNOA	GAGNOA	DIGNANGO	GAZAHIO	HPV60	25/09/2019	DOGBO KOUAME ALBERT	54 54 04 62
15	LÔH-DJIBOUA	GAGNOA	DIVO	DIVO	AKABIA	HPV60	28/09/2019	DJAH BERTIN	46 06 43 22
16	NAWA	GAGNOA	MEAGUI	OUPYO	ADAMAGUI	HPV60	27/09/2019	YAO KOFFI DIT D.	45 73 55 92
17	BAGOUE	KORHOGO	TINGRELA	PAPARA	YIRIBASSO	ABI MN1	22/08/2019	BERTHE KEBENON	75444049
18	KABADOUGOU	KORHOGO	ODIENNE	TIEME	ZEGBAO	ABI MN1	20/08/2019	KONATÉ BAKARY	55511001
19	PORO	KORHOGO	KORHOGO	DASSOUNGBOHO	DASSOUNGBOHO	SATH	11/09/2019	YEO SEYDOU	44607237
20	TCHOLOGO	KORHOGO	OUANGOLO	DIAWALA	GBINZO 1	ABI MN2	28/08/2019	OUATTARA ZIE	75444571
21	CAVALLY	MAN	BLOLÉQUIN	ZÉAGLO	GUÉYA	HPV60	26/09/2019	IRE LESSO FELIX	44 22 05 33
22	GUÉMOMON	MAN	KOUIBLY	KOUIBLY	KESSABLY KEKLOBLY	HPV60	29/09/2019	TIEHI GASTON	77 11 96 07
23	N'ZI	YAKRO	BOCANDA	BOCANDA	ABOUTOUKRO	HPV100	24/09/2019	N'GORAN KONAN RAPHAËL	08 48 70 32

Source : Ministère de l'Hydraulique/ONEP

Annexe 6 : Modèle de fiche de suivi de l'électrification villageoise

N°	Région	District	Département	Sous-Préfecture	Localité/ Village	Nature du financement	Date de livraison prévue	Entreprise retenue	Etat d'avancement	Statut (Réalisé/Non réalisé)	Date de livraison	Montant
1	ABIDJAN	ABIDJAN	ABIDJAN	BROFODOUME	KONGOFON	UE	30/10/2020	0	0%	PASSATION		0 CFA
2	AGNEBY-TIASSA	LAGUNES	AGBOVILLE	CECHI	BONIKRO	PRONER	30/06/2020	EKDS	30%	TRAVAUX		0 CFA
3	BAFING	WOROBA	KORO	BOOKO	BADALA	CNEEC	30/09/2019	STA	84%	TRAVAUX		35 784 737 CFA
4	BAGOUE	SAVANES	TENGRELA	PAPARA	DOUBASSO	CNEEC	31/12/2019	ETS DH	46%	TRAVAUX		45 463 623 CFA
5	BELIER	LACS	DIDIEVI	MOLONOU BLE	ASSÉ- BLENDOUKRO	SOLDE 500 HTS	30/10/2019	B&K	95%	TRAVAUX		111 571 206 CFA
6	BERE	WOROBA	MANKONO	MANKONO	KONOTOU	CNEEC	30/09/2019	CETELEC-CI	80%	TRAVAUX		10 774 884 CFA
7	BOUNKANI	ZANZAN	BOUNA	YOUNDOUO	DIKOTÉDOUO	PRONER	30/05/2019	BOUYGUES	100%	TERMINE	15/05/2019	136 415 943 CFA
8	CAVALLY	MONTAGNES	TAI	ZAGNE	KÉIBLY	BAD PRETD	31/12/2019	EGEE-CI	75%	TRAVAUX		337 482 032 CFA
9	GBEKE	VALLE DU BANDAMAN	BEOUMI	BODOKRO	KOLIKRO- AHOUNGANOU	CNEEC	30/09/2019	CIGELEC	30%	TRAVAUX		32 907 912 CFA
11	GOH	GOH-DJIBOUA	GAGNOA	DOUKOUYO	GUEYO-BAMO	BM PTDAE	30/10/2020	0	80%	PASSATION		0 CFA
12	GONTOUGO	ZANZAN	TRANSUA	KOUASSI-NIANGUINI	N'ZUASSÉ	PRONER	30/10/2020	DJAMERYKO	100%	TERMINE	30/07/2019	60 903 897 CFA
13	GRANDS-PONTS	LAGUNES	GRAND-LAHOU	GRAND-LAHOU	PALMCI DIOULABOUGOU	SOLDE 500 HTS	30/06/2020	ABC	95%	TRAVAUX		178 340 857 CFA
14	GUEMON	MONTAGNES	FACOBLY	FACOBLY	KAOKOSSABLY	BAD PRETD	31/12/2019	BAFIMAN SARL / KFC SERVICE	42%	TRAVAUX		77 426 774 CFA
17	IFFOU	LACS	M'BAHIKRO	KONDOSSOU	KAFINÉ NOUMOUSO	SOLDE 500 HTS	30/06/2020	B&K	100%	TERMINE	28/08/2019	74 656 047 CFA
18	KABADOUGOU	DENGUELE	MADINANI	MADINANI	MAHANDIANA- KOURA	PRONER	30/06/2019	ALEGEMIS	96%	TRAVAUX		118 855 628 CFA
21	MARAHOUÉ	SASSANDRA- MARAHOUÉ	SINFRA	SINFRA	PAABENEFLA	SOLDE 500 HTS	30/10/2019	NEXAN	95%	TRAVAUX		180 003 974 CFA
22	MORONOU	LACS	M'BATTO	TIEMELEKRO	AHOUANOU 1	UE	30/10/2020	0	65%	TRAVAUX		0 CFA
23	N'ZI	LACS	DIMBOKRO	DIANGOKRO	BENDÉKRO	PRONER	30/06/2020	B&K	90%	TRAVAUX		99 282 195 CFA
24	NAWA	BAS-SASSANDRA	SOUBRE	SOUBRE	SOUBOUO	SOLDE 500 HTS	30/11/2019	X-COBAT	95%	TRAVAUX		136 415 943 CFA
25	PORO	SAVANES	DIKODOUGOU	DIKODOUGOU	TOUFINDE	CNEEC	31/12/2019	GRP MCT/N SITELEC	68%	TRAVAUX		49 293 445 CFA
26	SAN-PEDRO	BAS-SASSANDRA	TABOU	GRABO	GBAPET	PRONER	30/06/2020	MISC	72%	TRAVAUX		48 561 179 CFA
27	SUD-COMOE	COMOE	ADIAKE	ADIAKE	PETIT PARIS	PRONER	30/10/2019	EKDS	95%	TRAVAUX		178 340 857 CFA
28	TCHOLOGO	SAVANES	FERKESSEDOUGOU	KOUMBALA	LAMÉHAKA 2	CNEEC	30/08/2019	SIBFE	65%	TRAVAUX		22 038 273 CFA
29	TONKPI	MONTAGNES	DANANE	KOUAN-HOULE	GBAPLEU	BAD PRETD	31/12/2019	ETS MSSZ	50%	TRAVAUX		187 857 435 CFA
30	WORODOUGOU	WOROBA	KANI	DJIBROSSO	DIOMANDOUGOU	PPU	30/10/2019	EGES	32%	TRAVAUX		234 956 471 CFA

Source : Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables